

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS



DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Appel d'offres ouvert N° 116-24-AOO

**Mise à disposition et Infogérance d'une plateforme
Cloud souverain pour l'ONDA**

TABLE DES MATIERES

AVIS D'APPEL D'OFFRES	1
CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES	3
ARTICLE 01 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 02 : MAITRE D'OUVRAGE	3
ARTICLE 03 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	3
ARTICLE 04 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 05 : LANGUE DE L'OFFRE	3
ARTICLE 06 : DOSSIERS DES CONCURRENTS ET LISTE DES PIECES A FOURNIR	4
ARTICLE 07 : CAUTIONNEMENT PROVISoire	6
ARTICLE 08 : OFFRES TECHNIQUES	7
ARTICLE 09 : OFFRES COMPORTANT DES VARIANTES	7
ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE	7
ARTICLE 11 : MONNAIE DE L'OFFRE	8
ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	9
ARTICLE 13 : DEPOT DES OFFRES DES CONCURRENTS	10
ARTICLE 14 : RETRAIT DES OFFRES DES CONCURRENTS	11
ARTICLE 15 : OUVERTURE DES PLIS ET EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES	11
ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHE	12
ARTICLE 17 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES	12
ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION	12
ARTICLE 19 : ANNULATION D'UN APPEL D'OFFRES	12
ARTICLE 20 : INFORMATION, DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET RECLAMATIONS	13
CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES	14
ANNEXE I : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR	1
ANNEXE II : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT	1
ANNEXE III : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)	1
ANNEXE IV : Tableau des documents complémentaires	2
CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES	4
CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES	4
ARTICLE 01 : OBJET DU MARCHE	4
ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU MARCHE	4
ARTICLE 03 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	4
ARTICLE 04 : CONNAISSANCE DU DOSSIER	4
ARTICLE 05 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX	4
ARTICLE 06 : DOMICILE DU TITULAIRE	5
ARTICLE 07 : NANTISSEMENT	5
ARTICLE 08 : RESILIATION	5
ARTICLE 09 : ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION	5

ARTICLE 10 : CAS DE FORCE MAJEURE _____	5
ARTICLE 11 : REGLEMENT DES DIFFERENDS _____	6
ARTICLE 12 : DROIT APPLICABLE _____	6
ARTICLE 13 : FORMALITE D'ENREGISTREMENT _____	6
ARTICLE 14 : DROITS ET TAXES _____	6
CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES _____	7
ARTICLE 15 : MAITRE D'ŒUVRE _____	7
ARTICLE 16 : DELAI DE MISE EN SERVICE ET DUREE DU MARCHE _____	7
ARTICLE 17 : PENALITES POUR RETARD _____	7
ARTICLE 18 : CAUTIONNEMENT DEFINITIF – RETENUE DE GARANTIE _____	7
ARTICLE 19 : DELAI DE GARANTIE _____	7
ARTICLE 20 : RECEPTION DES PRESTATIONS _____	8
ARTICLE 21 : NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX _____	8
ARTICLE 22 : MODE DE PAIEMENT _____	8
ARTICLE 23 : BREVETS _____	8
ARTICLE 24 : NORMES _____	8
ARTICLE 25 : DESCRIPTION DU PROJET _____	8
ARTICLE 26 : QUALITE DE SERVICE _____	16
ARTICLE 27 : REVERSIBILITE _____	16
ARTICLE 28 : AUDIT _____	16
ARTICLE 29 : PLAN D'ASSURANCE DE SECURITE _____	16
ARTICLE 30 : RESPECT DES REGLES DE LOI 05-20 RELATIVE A LA CYBERSECURITE _____	16
ARTICLE 31 : DEFINITION DES PRIX _____	16

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS

AVIS D'APPEL D'OFFRES
OUVERT SUR "OFFRES DE PRIX"
N° 116-24-AOO

Le **jeudi 13 juin 2024** à **10h00**, il sera procédé, dans la salle de la Commission d'Appels d'Offres située au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Casablanca Mohammed V) à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres **sur offres de prix** concernant : **Mise à disposition et Infogérance d'une plateforme Cloud souverain pour l'ONDA.**

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré **gratuitement**, auprès de la cellule Interface Achats au Département des Achats situé au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Casablanca Mohammed V). Il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics **www.marchespublics.gov.ma** et **à titre indicatif** à partir de l'adresse électronique **www.onda.ma**.

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : **150 000,00 DH.**

La constitution du cautionnement provisoire doit être effectuée **exclusivement par voie électronique via le portail des marchés publics**, dans les conditions fixées par l'arrêté n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) mentionné ci-dessous.

L'estimation des coûts des prestations établies par le maitre d'ouvrage est fixée à la somme annuelle TVA comprise de :

Montant minimum : 5 184 000,00 DH.

Montant maximum : 10 368 000,00 DH.

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 06, 07, 08, 09, 10, 11, 12, 13 et 14 du règlement de la consultation du présent appel d'offres.

En effet, le dépôt et le retrait des plis et des offres des concurrents s'effectuent pour le présent appel d'offres, **obligatoirement, par voie électronique**, via le portail des marchés publics, dans les conditions fixées par l'arrêté n°1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics.

Les plis déposés, transmis ou reçus sur support papier ou postérieurement au jour et à l'heure fixés ci-dessus ne sont pas admis.

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS



REGLEMENT DE CONSULTATION

Appel d'offres ouvert N° 116-24-AOO

**Mise à disposition et Infogérance d'une plateforme
Cloud souverain pour l'ONDA**

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES	3
ARTICLE 01 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 02 : MAITRE D'OUVRAGE	3
ARTICLE 03 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	3
ARTICLE 04 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 05 : LANGUE DE L'OFFRE	3
ARTICLE 06 : DOSSIERS DES CONCURRENTS ET LISTE DES PIECES A FOURNIR	4
ARTICLE 07 : CAUTIONNEMENT PROVISoire	6
ARTICLE 08 : OFFRES TECHNIQUES	7
ARTICLE 09 : OFFRES COMPORTANT DES VARIANTES	7
ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE	7
ARTICLE 11 : MONNAIE DE L'OFFRE	8
ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	9
ARTICLE 13 : DEPOT DES OFFRES DES CONCURRENTS	10
ARTICLE 14 : RETRAIT DES OFFRES DES CONCURRENTS	11
ARTICLE 15 : OUVERTURE DES PLIS ET EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES	11
ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHE	12
ARTICLE 17 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES	12
ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION	12
ARTICLE 19 : ANNULATION D'UN APPEL D'OFFRES	12
ARTICLE 20 : INFORMATION, DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET RECLAMATIONS	13
CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES	14
ANNEXE I : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR	1
ANNEXE II : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT	1
ANNEXE III : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)	1
ANNEXE IV : Tableau des documents complémentaires	2

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 01 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent règlement concerne la consultation relative au projet : **Mise à disposition et Infogérance d'une plateforme Cloud souverain pour l'ONDA.**

ARTICLE 02 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage est l'Office National des Aéroports (ONDA).

ARTICLE 03 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Peuvent valablement participer et être attributaires des marchés publics de l'ONDA, dans le cadre des procédures prévues par le présent règlement de consultation, les personnes physiques ou morales qui répondent aux conditions de l'article 24 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

ARTICLE 04 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres comprend :

01. L'avis d'appel d'offres ;
02. Le présent règlement de consultation ;
03. Le cahier des prescriptions spéciales (CPS) ;
04. Le modèle d'acte d'engagement ;
05. Le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
06. Le modèle du bordereau des prix-détails estimatifs ;
07. Le modèle du bordereau des prix pour approvisionnements, le cas échéant ;
08. Le modèle du sous détail des prix, le cas échéant ;
09. Tout autre modèle joint au dossier d'appel d'offres ;
10. Les plans et documents techniques, le cas échéant ;
11. Le règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports, approuvé le 09 juillet 2014, téléchargeable sur le site de l'ONDA à l'adresse suivante :

<http://www.onda.ma/Je-suis-Professionnel/Appels-d'offres/Règlementation-des-marchés-de-l'ONDA> ;

NB : Tout concurrent est tenu de prendre connaissance et d'examiner toutes les instructions, modèles et spécifications contenues dans les documents de la consultation.

Le concurrent assumera les risques de défaut de fourniture des renseignements exigés par les documents de la consultation ou de la présentation d'une offre non conforme, au regard, des exigences des documents de la consultation. Ces carences peuvent entraîner le rejet de son offre.

ARTICLE 05 : LANGUE DE L'OFFRE

L'offre préparée par le concurrent ainsi que toute correspondance et tout document concernant l'offre échangés entre le concurrent et l'ONDA doivent être rédigés en **LANGUE FRANÇAISE**.

Tout document imprimé fourni par le candidat peut être rédigé en une autre langue dès lors qu'il est accompagné d'une traduction en langue française par une personne/autorité compétente (Les documents en arabe ne nécessitent pas de traduction en français), des passages intéressants l'offre. Dans ce cas et aux fins de l'interprétation de l'offre, la traduction française fait foi.

Seules les offres techniques peuvent être fournies en langue **ARABE ou ANGLAISE**. Toutefois, en cas de besoin la Commission des Appels d'Offres peut demander, au concurrent et aux frais de ce dernier, la traduction des documents constituant l'offre technique en langue française.

ARTICLE 06 : DOSSIERS DES CONCURRENTS ET LISTE DES PIÈCES A FOURNIR

Conformément aux articles 25, 27, 28, 29 et 30 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur, chaque concurrent est tenu de présenter les pièces suivantes :

A. Le dossier administratif : Pièces exigées

Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- A1. Une déclaration sur l'honneur**, en un exemplaire unique, conformément au modèle joint au présent règlement de consultation ;
- A2. Le cautionnement provisoire**, tel que précisé au niveau de l'avis d'appel d'offres et dans les conditions fixées par l'article 7 ci-dessous.
- A3. Pour les groupements**, en plus des pièces citées ci-dessus, une copie légalisée de la **convention constitutive du groupement** prévue à l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

La signature portée par chaque membre du groupement doit être originale et légalisée par une personne/autorité compétente. De ce fait, toute convention de groupement portant une signature scannée sera rejetée.

Pour les établissements publics :

- A1. Une déclaration sur l'honneur**, en un exemplaire unique, conformément au modèle joint au présent règlement de consultation.
- A2. Le cautionnement provisoire**, tel que précisé au niveau de l'avis d'appel d'offres et dans les conditions fixées par l'article 7 ci-dessous.
- A3. Pour les groupements**, en plus des pièces citées ci-dessus, une copie légalisée de la **convention constitutive du groupement** prévue à l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

La signature portée par chaque membre du groupement doit être originale et légalisée par une personne/autorité compétente. De ce fait, toute convention de groupement portant une signature scannée sera rejetée.

- A4. Une copie du texte** l'habilitant à exécuter les prestations objet du marché.

B. Le complément du dossier administratif : Pièces exigées

Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur :

- B1. Les pièces justifiant les pouvoirs** conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :

- S'il s'agit d'une **personne physique** agissant pour son propre compte :
 - Aucune pièce n'est exigée ;
- S'il s'agit d'un **représentant**, celui-ci doit présenter selon le cas :
 - Une copie conforme de la procuration **légalisée** lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
 - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.

B2. Une attestation fiscale ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du **règlement des marchés de l'ONDA en vigueur**.

Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé.

NB : Pour les concurrents installés au Maroc, le document « Demande d'attestation de régularité fiscale » délivré par la Direction Générale des Impôts n'est pas acceptable. Seule l'attestation fiscale pour concurrents aux marchés publics délivrée par la Trésorerie Générale du Royaume est acceptable.

B3. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (**CNSS**) certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 jourmada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

NB : La validité des pièces prévus aux B2) et B3) ci-dessus est appréciée sur la base de leur date de production par rapport de la date du dépôt du complément administratif (cf. paragraphe 5 de l'article 40 du règlement des marchés de l'ONDA).

B4. Le certificat d'immatriculation au **registre de commerce** pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur;

NB : Pour les concurrents non installés au Maroc l'équivalent des attestations visées aux paragraphes **B2**, **B3** et **B4** ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

Pour les établissements publics :

B1. Une attestation fiscale ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur. Cette attestation, qui n'est exigée que pour les organismes soumis au régime de la fiscalité, doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;

NB : Pour les concurrents installés au Maroc, le document « Demande d'attestation de régularité fiscale » délivré par la Direction Générale des Impôts n'est pas acceptable. Seule l'attestation fiscale pour concurrents aux marchés publics délivrée par la Trésorerie Générale du Royaume est acceptable.

B2. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de Sécurité Sociale (**CNSS**) certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 ci-dessus ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 Joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

NB : La validité des pièces prévues aux **B1** et **B2** ci-dessus est appréciée sur la base de leur date de production par rapport de la date du dépôt du complément administratif (cf. paragraphe 5 de l'article 40 du règlement des marchés de l'ONDA).

C. Le dossier technique :

Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier technique composé des pièces détaillées dans les dispositions particulières ci-dessous (chapitre 2 du présent règlement de consultation).

Lorsqu'il est prévu, au niveau des dispositions particulières (chapitre 2 du présent règlement de consultation), la présentation d'un certificat de qualification et de classification ou d'un certificat d'agrément. Ledit certificat tient lieu du dossier technique.

Pour les groupements, il y a lieu de se conformer aux dispositions de l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur relatives au dossier technique.

D. Le dossier additif :

Il comprend toutes pièces complémentaires exigées par le présent règlement de consultation tel que détaillé dans les dispositions particulières (chapitre 2 du présent règlement de consultation).

E. Le cahier des prescriptions spéciales :

Paraphé et signé, en toutes les pages et sans réserves, par le concurrent ou la personne habilitée par lui à cet effet.

ARTICLE 07 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE

Chaque concurrent est tenu de produire un cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, tel qu'indiqué sur l'avis d'appel d'offres.

Le récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu **doivent être émis par un organisme Marocain agréé et arrêtés en Dirhams Marocains (MAD).**

NB 1 : Etant donné que la soumission par voie électronique est obligatoire, **la constitution du cautionnement provisoire s'effectue exclusivement par voie électronique, via le portail des marchés publics**, dans les conditions fixées par l'arrêté n°1692-23 du 4 hja 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics et conformément aux conditions d'utilisation dudit portail.

NB 2 : Le cautionnement ne doit pas être limité dans le temps, ni comporter des conditions et/ou réserves de la part de la banque et/ou du soumissionnaire.

NB 3 : En cas de groupement, le cautionnement provisoire doit être souscrit conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics.

Aussi, **le récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire** en tenant lieu **doivent préciser la mention suivante** :

« Le présent cautionnement est délivré dans le cadre d'un groupement et, en cas de défaillance, le montant dudit cautionnement reste acquis au maître d'ouvrage abstraction faite du membre défaillant ».

Le cautionnement provisoire reste acquis à l'ONDA dans les cas prévus par :

- L'article 15 du CCAG EMO ;
- L'article 18 du CCAG Travaux ;
- L'article 40 du règlement des marchés publics de l'ONDA.

ARTICLE 08 : OFFRES TECHNIQUES

Lorsque la présentation d'une offre technique est exigée conformément à l'article 28 du règlement des marchés de l'ONDA, les concurrents doivent fournir les pièces détaillées dans les dispositions particulières (**cf. chapitre 2 du présent règlement de la consultation**).

ARTICLE 09 : OFFRES COMPORTANT DES VARIANTES

Les offres variantes ne sont pas prévues pour le présent appel d'offres.

ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE

L'offre financière comprend :

1. L'acte d'engagement, conformément à l'**ANNEXE II**, en un seul exemplaire.

Cet acte d'engagement doit être dûment rempli, et comportant **le relevé d'identité bancaire (RIB)**, est signé par le concurrent ou son représentant habilité, sans qu'un même représentant puisse représenter plus d'un concurrent à la fois pour le même appel d'offres.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 140 du règlement des marchés publics de l'ONDA, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement ; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de **procurations légalisées** pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

Cette dernière disposition est applicable également **s'il s'agit d'un appel d'offres alloti** dont le règlement de consultation prévoit un acte d'engagement pour chaque lot ; Abstraction faite de la répartition des lots entre les membres du groupement, qu'il soit conjoint ou solidaire.

Si le groupement est conjoint, il doit présenter un acte d'engagement unique qui indique le montant total du marché et **doit préciser** la ou les parties des prestations que chacun des membres du groupement conjoint s'engage à réaliser.

Si le groupement est solidaire, il doit présenter un acte d'engagement unique qui indique le montant total du marché et l'ensemble des prestations que les membres du groupement

s'engagent solidairement à réaliser, cet acte d'engagement **peut**, le cas échéant, indiquer les prestations que chacun des membres s'engage à réaliser dans le cadre dudit marché

NB : Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en **chiffres** et en toutes **lettres**.

2. Le bordereau des prix-détail estimatif, conformément à l'**ANNEXE III**. Les concurrents **ne doivent** pas proposer plusieurs prix en monnaies différentes pour une même ligne figurant au niveau du bordereau des prix-détail estimatif.

Conformément à l'article 27 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur :

- Les prix unitaires du bordereau des prix, du détail estimatif et ceux du bordereau des prix-détail estimatif et les prix forfaitaires du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global **doivent être libellés en chiffres**.
- En cas de discordance entre les prix unitaires du bordereau des prix et ceux du détail estimatif, les prix du bordereau des prix prévalent.
- En cas de discordance entre les montants totaux du bordereau du prix global et ceux de la décomposition du montant global, le montant total la décomposition du montant global prévaut.
- Les montants totaux du bordereau des prix-détail estimatif, du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global **doivent être libellés en chiffres**.
- En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du détail estimatif, du bordereau des prix-détail estimatif ou du bordereau du prix global, selon le cas, le montant de ces derniers documents est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

3. Le sous détail des prix, le cas échéant.

4. Le bordereau des prix pour approvisionnements, lorsqu'il est prévu par le cahier de prescriptions spéciales.

NB : OFFRE FINANCIERE EXCESSIVE

Lorsque l'offre la plus avantageuse est supérieure **de plus de vingt pour cent (20%)** par rapport à l'estimation du coût des prestations établie par le maître d'ouvrage pour les **marchés de travaux, de fournitures et de services autres que ceux qui portent sur les études**, elle est jugée **excessive** et est **systématiquement rejetée par la commission d'appel d'offres** et ce, conformément à l'article 41 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

ARTICLE 11 : MONNAIE DE L'OFFRE

Les offres financières **des concurrents résidents au Maroc** doivent être exprimées **exclusivement** en Dirhams Marocains (**MAD**). En cas de groupement avec des concurrents non-résidents au Maroc, les prix des prestations qui seront payées au membre résident au Maroc doivent être exprimés en Dirhams Marocains.

Lorsque le concurrent est non-résident au Maroc, son offre peut être exprimée strictement dans la(es) monnaie(s) suivante(s) :

- **MAD** : Dirhams marocains
- **EUR** : Euros

- **USD** : Dollars américains

Les offres exprimées en monnaies étrangères (**EUR/USD**) seront, pour les besoins d'évaluation et de comparaison, converties en Dirham. Cette conversion s'effectue sur la base du **cours de référence du dirham** en vigueur, du premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis, donné par Bank Al-Maghrib.

NB : Un concurrent **ne doit pas** proposer plusieurs prix en monnaies différentes pour une même ligne figurant au niveau du bordereau des prix-détail estimatif. **A défaut, son offre sera écartée.**

ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Comme précisé dans l'avis d'appel d'offres, **la soumission par voie électronique est obligatoire**. De ce fait, il est demandé aux concurrents de présenter, **électroniquement**, les documents exigés, sous le **format standard A4** à l'exception des plans qui peuvent être présentés sous format A3.

Les pièces produites par chaque concurrent doivent être insérées, individuellement, dans l'enveloppe électronique les concernant.

Aussi, conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics, chaque document doit être signé, électroniquement, par le concurrent ou la personne dûment habilitée à le représenter, à l'exception des pièces dématérialisées.

Contenu des enveloppes :

1. Lorsque l'offre technique n'est pas exigée, **Deux (02) enveloppes** distinctes :
 - a. **La première enveloppe** contient :
 1. Les pièces du **dossier administratif** (Article 6 § A) ;
 2. Les pièces du **dossier technique** (Article 6 § C) ;
 3. Les pièces du **dossier additif** (Article 6 § D), le cas échéant ;
 4. Le **cahier des prescriptions spéciales** (Article 6 § E).
 - b. **La deuxième enveloppe** contient les pièces exigées de l'offre financière telles que détaillées dans l'article 10 ci-dessus ;
2. Lorsque l'offre technique est exigée, **Trois (03) enveloppes** distinctes :
 - a. **La première enveloppe** contient :
 1. Les pièces du **dossier administratif** (Article 6 § A) ;
 2. Les pièces du **dossier technique** (Article 6 § C) ;
 3. Les pièces du **dossier additif** (Article 6 § D), le cas échéant.
 4. Le **cahier des prescriptions spéciales** (Article 6 § E).
 - b. **La deuxième enveloppe** contient les pièces exigées de l'offre financière telles que détaillées dans l'article 10 ci-dessus ;
 - c. **La troisième enveloppe** contient les pièces exigées de l'offre technique telles que détaillées dans l'article 8 ci-dessus.

NB : Lorsque l'appel d'offres est alloti :

- Le concurrent peut participer à un ou plusieurs lots ;
- Le concurrent doit présenter les offres techniques, si elles sont exigées et les offres financières **séparément** pour chaque lot.

A défaut, son offre sera écartée.

ARTICLE 13 : DEPOT DES OFFRES DES CONCURRENTS

1. Dépôt des échantillons, prospectus, notices ou autres documents techniques

Lorsque le dépôt d'échantillons et/ou la présentation de prospectus, notices ou autres documents techniques est exigé, conformément à l'article 34 du règlement des marchés de l'ONDA, les concurrents doivent déposer les échantillons/documents détaillés dans les dispositions particulières (**cf. chapitre 2 du présent règlement de la consultation**), dans les conditions fixées au niveau de l'avis d'appel d'offres.

2. Dépôt des plis par voie électronique

La soumission par voie électronique est obligatoire. Par conséquent, les plis des concurrents doivent être déposés dans les conditions fixées dans l'avis d'appel d'offres du présent dossier d'appel d'offres.

En effet et sauf stipulations différentes dans l'avis d'appel d'offres, le dépôt et le retrait des plis et des offres des concurrents s'effectuent pour le présent appel d'offres, **obligatoirement, par voie électronique**, via le portail des marchés publics, dans les conditions fixées par l'arrêté n°1692-23 du 4 hijra 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics.

Les plis déposés, transmis ou reçus sur support papier ou postérieurement au jour et à l'heure fixés ci-dessus ne sont pas admis.

IMPORTANT :

Toutes les pièces exigées par le présent règlement de consultation, **doivent être insérées, individuellement, dans l'enveloppe électronique les concernant et ce, comme détaillé dans l'article 12 ci-dessus.**

Aussi, conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics, chaque document doit être signé, électroniquement, par le concurrent ou la personne dûment habilitée à le représenter, à l'exception des pièces dématérialisées et ce, avant leur insertion dans l'enveloppe électronique correspondante.

Cette signature s'effectue par le concurrent au moyen d'un certificat de signature électronique conformément aux dispositions des textes législatifs et réglementaires en vigueur et aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics.

Les plis sont déposés moyennant le certificat de signature électronique susmentionné.

Le dépôt des plis fait l'objet d'un horodatage automatique au niveau du portail des marchés publics, mentionnant la date et l'heure de dépôt électronique et de l'envoi de l'accusé de réception électronique au concurrent concerné à travers ledit portail.

3. Dépôt des plis complémentaires

Le pli contenant les pièces produites, suite à la demande de la commission d'appel d'offres, par le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, doit être, **selon le choix fixé** dans la demande de ladite commission :

- soit **déposé**, sur support papier, contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans la demande ;

- soit **envoyé**, sur support papier, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- soit transmis, **par voie électronique**, via le portail des marchés publics, dans les conditions fixées par l'arrêté n°1692-23 du 4 hijra 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics.

Les plis déposés, transmis ou reçus postérieurement au délai fixé dans la demande de la commission **ne sont pas admis**.

NB :

La conclusion du marché issu de la procédure de la réponse électronique aux appels d'offres est effectuée sur la base d'un dossier sous format électronique.

Toutefois, l'adjudicataire est tenu de présenter sous format papier tout document demandé pour la conclusion du marché.

ARTICLE 14 : RETRAIT DES OFFRES DES CONCURRENTS

- a. Tout pli déposé électroniquement** peut être retiré par le concurrent antérieurement au jour et à l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Le retrait de tout pli s'effectue au moyen du **certificat de signature électronique** ayant servi au dépôt de ce pli.

Les informations relatives au retrait des plis sont enregistrées automatiquement sur le registre de dépôts des plis.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions prévues par le présent règlement de consultation et avant la date et heure limites d'ouverture des plis.

- b. Les échantillons, prototypes, prospectus, notices ou autres documents techniques** déposés ou reçus peuvent être retirés au plus tard le jour ouvrable précédant le jour et l'heure fixés pour l'ouverture des plis.

Le retrait des échantillons, prototypes, prospectus, notices ou autres documents techniques fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité. La date et l'heure du retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage dans un registre.

Les concurrents ayant retiré leurs échantillons, prototypes, prospectus, notices ou autres documents techniques peuvent présenter de nouveaux échantillons, prototypes, prospectus, notices ou autres documents techniques dans les conditions prévues dans le présent règlement de consultation.

ARTICLE 15 : OUVERTURE DES PLIS ET EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES

La séance d'ouverture des plis des concurrents **est publique**. Elle se tient au lieu, au jour et à l'heure prévus par le dossier d'appel d'offres ; si ce jour est **déclaré férié ou chômé**, la réunion se tient le jour ouvrable suivant à la même heure, et ce conformément à l'article 36 paragraphe 1 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

Conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics, il est procédé à l'ouverture des plis et à l'examen des offres des concurrents déposés **par voie électronique** dans les conditions fixées, notamment, dans articles **36, 37, 38, 39, 40, 41 et 42** du règlement

des marchés de l'ONDA en vigueur jusqu'à l'achèvement des travaux de la commission de la consultation.

Les résultats de l'évaluation des offres des concurrents déposées **par voie électronique** sont portés à la connaissance de ces derniers au fur et à mesure du déroulement des travaux de la commission de consultation.

Lorsqu'il s'agit d'un appel d'offres alloti, la commission procède pour l'attribution des lots à l'ouverture, l'examen des offres de chaque lot et l'attribution des lots, lot par lot, dans l'ordre de leur énumération dans le dossier d'appel d'offres, sauf stipulations contraires dans les dispositions particulières du présent règlement de consultation.

L'adjudication d'un lot n'est pas conditionnée par l'adjudication de l'un ou des autres lots quelle que soit leur énumération dans le dossier d'appel d'offres, sauf stipulations contraires dans les dispositions particulières du présent règlement de consultation. Par conséquent, l'ouverture des plis d'un lot peut être effectuée par la commission même si le lot précédent dans l'appel d'offres n'est pas encore adjugé.

ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Les critères d'admissibilité des concurrents sont détaillés dans les dispositions particulières (chapitre 2 du présent règlement de la consultation).

ARTICLE 17 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES

Le maître d'ouvrage informe le concurrent attributaire du marché de l'acceptation de son offre **via le portail des marchés publics ou par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine**. Cette lettre est adressée dans un délai de **cinq (05) jours ouvrables** au maximum à compter du lendemain de la date d'achèvement des travaux de la commission.

Dans le même délai, il avise également les concurrents éliminés du rejet de leurs offres, en leur indiquant les motifs de leur éviction **via le portail des marchés publics ou par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine**.

Les échantillons ou prototypes, le cas échéant, sont restitués, après achèvement du délai de réclamation auprès du maître d'ouvrage, aux concurrents éliminés contre décharge.

ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de **soixante-quinze (75) jours**, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Ce délai peut être prorogé dans les conditions prévues aux articles 33 et 136 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

Toutefois, la signature du marché par l'attributaire vaut le maintien de son offre.

ARTICLE 19 : ANNULATION D'UN APPEL D'OFFRES

L'autorité compétente (ONDA) peut, sans de ce fait encourir aucune responsabilité à l'égard des concurrents et quel que soit le stade de la procédure pour la conclusion du marché, annuler l'appel d'offres. Cette annulation intervient dans les cas suivants :

1. Lorsque les données économiques ou techniques des prestations objet de l'appel




d'offres ont été fondamentalement modifiées ;

2. Lorsque des circonstances exceptionnelles ne permettent pas d'assurer l'exécution normale du marché ;
3. Lorsque les offres reçues dépassent les crédits budgétaires alloués au marché ;
4. Lorsqu'un vice de procédure a été décelé ;
5. En cas de réclamation fondée d'un concurrent **sous réserve** des dispositions de l'article 152 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur;

En cas d'annulation d'un appel d'offres dans les conditions prévues ci-dessus, les concurrents ou l'attributaire du marché ne peuvent prétendre à indemnité.

ARTICLE 20 : INFORMATION, DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET RECLAMATIONS

Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, **par courrier** porté avec accusé de réception, **par lettre recommandée** avec accusé de réception ou par **voie électronique** de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents, **exclusivement**, aux coordonnées suivantes :

	Adresse	Département des Achats Office National des Aéroports Aéroport Casablanca Mohammed V – Nouaceur
	Boîte postale	BP 52, Aéroport Casablanca Mohammed V – Nouaceur
	E-mail	achats@onda.ma
	Portail des marchés publics	https://www.marchespublics.gov.ma

NB : Cette demande **n'est recevable que** si elle parvient au maître d'ouvrage au moins **sept (7) jours** avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Les réclamations des concurrents doivent être formulées dans les conditions fixées par l'article 152 du règlement des marchés publics de l'ONDA.

En effet, les réclamations des concurrents doivent être introduites **à partir de la date de la publication** de l'avis d'appel à la concurrence et **au plus tard cinq (05) jours** après l'affichage du résultat du présent appel d'offres.

Toutefois, la réclamation du concurrent pour contester les motifs d'éviction, doit intervenir à compter de la date de réception de la lettre d'éviction et au plus tard dans les cinq (05) jours suivants.

Important : Toute correspondance émanant d'un concurrent, sur support papier ou par voie électronique, doit être signée, datée et établie sur papier en-tête précisant notamment, la dénomination/la raison sociale du concurrent ainsi que le nom, le prénom et la qualité de la personne habilitée ayant émis et signé ladite correspondance. A défaut, l'ONDA se réserve le droit de ne pas donner une suite à ladite correspondance.

CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES

Article 1 : Objet de l'appel d'offres

Mise à disposition et Infogérance d'une plateforme Cloud souverain pour l'ONDA.

Article 06 § C : Liste des pièces exigées pour le dossier technique

C1. Une note indiquant **les moyens humains et techniques** du concurrent et mentionnant éventuellement,

- La date,
- Le lieu,
- La nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.

C2. Les attestations de référence, originales ou leurs copies certifiées conformes à l'original, délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté des prestations d'importance et de complexité similaires à celles des prestations objet du présent appel d'offres, **dont au moins** :

- **Une (01) attestation de référence ayant pour objet une prestation autour de la mise à disposition et l'infogérance d'une plateforme Cloud en mode SaaS ou PaaS ou IaaS d'un montant annuel moyen supérieur à 7 200 000,00 DHS TVA comprise.**

Chaque attestation précise notamment :

- La nature des prestations ;
- Leur montant ;
- Le nom et la qualité du signataire et son appréciation ;
- L'année de réalisation (**entre 2014 et 2024**).

Article 06 § D : Liste des pièces exigées pour le dossier additif

Une attestation valide attestant que le concurrent est certifié ISO 27001

Article 08 : Liste des pièces exigées pour l'offre technique

1. Une méthodologie de gestion des prestations exigées.
2. Un planning détaillé pour la réalisation du projet décrivant l'ordonnancement des tâches.
3. **Les moyens humains** : Fournir les **CVs nominatifs** et détaillés des différents intervenants, les copies des diplômes de l'équipe projet :
 - a. L'équipe projet devra comprendre au minimum :
 - Un **directeur de projet**, ayant un diplôme de **Bac+5 en génie informatique** ou équivalent et disposant d'au moins **10 ans d'expérience** dans la **gestion des grands projets informatiques** ;
 - Un **chef de projet**, ayant un diplôme de **Bac+5 en génie informatique ou équivalent** et ayant une **expérience minimale de 8 ans** dans la **gestion des projets dans le domaine du cloud** ;

- Un **consultant senior**, ayant un diplôme de **Bac+5 en génie informatique ou équivalent** et ayant **une expérience minimale de 8 ans** dans le **domaine du cloud**.

4. Une attestation valide attestant que le DATACENTER répond à la norme TIER III Facility.
5. Une copie du certificat de partenariat avec le cloud provider de la solution proposée et qui atteste que cette dernière est conforme à la réglementation marocaine notamment la loi 05-20 relative à la cybersécurité et la loi 09-08 relative à la protection des données personnelles.).
6. Une copie de la **Certification PCI DSS pour le datacenter** proposé pour l'hébergement du service.
7. Un document de l'éditeur Oracle, authentifiable en ligne qui confirme que la solution est interopérable avec le cloud public Oracle OCI (Oracle Cloud Infrastructure).
8. Les documents demandés dans le tableau des documents complémentaires en **ANNEXE IV**.

Article 16 : Critères d'admissibilité des concurrents et d'attribution du marché

Le seul critère d'attribution, après admission, est l'**offre moins-disante**.

ANNEXE I : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

Déclaration sur l'honneur

- Référence de l'appel d'offres : **116-24-AOO**
- Mode de passation : **Appel d'offres Ouvert**
- Objet du marché : **Mise à disposition et Infogérance d'une plateforme Cloud souverain pour l'ONDA**

A – Si le concurrent est une personne physique

Je, soussigné :(prénom, nom et qualité)
 Numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

- Adresse du domicile élu :
- Affilié à la CNSS sous le n° : (1)
- Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le n° (1)
- N° de patente..... (1)
- N° du compte courant postal/bancaire ou à la TGR.....(RIB)

B - Si le concurrent est une personne morale

Je, soussigné(prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)
 numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

- Agissant au nom et pour le compte de..... (raison sociale (**)) et forme juridique de la société) au capital de :
- Adresse du siège social de la société :
- Adresse du domicile élu.....
- Affiliée à la CNSS sous le n°.....(1)
- Inscrite au registre du commerce.....localité) sous le n°.....(1)
- N° de patente.....(1)
- N° du compte courant postal-bancaire ou à la TGR.....(RIB)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés déclare sur l'honneur :

- 1) M'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
- 2) Que je remplit les conditions prévues à l'article 24 du règlement des marchés publics de l'ONDA ;
- 3) Étant en redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mon activité (2) ;
- 4) M'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :
 - a) À m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 24 du règlement des marchés publics de l'ONDA ;
 - b) Que celle-ci ne peut dépasser 50 % du montant du marché, ni porter sur les prestations constituant le lot ou le corps d'état principal prévues dans le cahier des prescriptions spéciales, ni sur celles que le maître d'ouvrage a prévu dans ledit cahier ;
- 5) M'engager à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché.

- 6) M'engager à ne pas faire, par moi-même ou par personnes interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion du présent marché.
- 7) Attester que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêt tel que prévu à l'article 151 du règlement des marchés publics de l'ONDA.
- 8) Certifier l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature.
- 9) Reconnaître avoir pris connaissance des sanctions prévues par l'article 142 du règlement des marchés publics de l'ONDA, relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

Fait à.....le.....

Signature et cachet du concurrent

(1) pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence aux documents équivalents lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine ou de provenance.

(2) à supprimer le cas échéant.

NB : Pour les groupements, chaque membre du groupement doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.

() La raison sociale doit être identique à celle figurant sur les statuts de la société**

ANNEXE II : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT
Acte d'engagement

Appel d'offres ouvert sur offres de prix n° **116-24-AOO** du **jeudi 13 juin 2024**

A - Partie réservée à l'ONDA

Objet du marché : **Mise à disposition et Infogérance d'une plateforme Cloud souverain pour l'ONDA**, passé en application des dispositions de l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et de l'alinéa 3, paragraphe 3 de l'article 17 du règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports en vigueur.

B - Partie réservée au concurrent
a) Si le concurrent est une personne physique

Je, soussigné :(prénom, nom et qualité)

Numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

- Adresse du domicile élu :
- Affilié à la CNSS sous le n° : (2)
- Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le n° (2)
- N° de patente..... (2)

b) Si le concurrent est une personne morale

Je, soussigné(prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)

numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

- Agissant au nom et pour le compte de..... (raison sociale **(**)** et forme juridique de la société) au capital de :
- Adresse du siège social de la société :
- Adresse du domicile élu.....
- Affiliée à la CNSS sous le n°.....(2)
- Inscrite au registre du commerce.....localité) sous le n°.....(2)
- N° de patente.....(2)(3)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

Après avoir pris connaissance du dossier de consultation concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus ;

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

- Remets, revêtu (s) de ma signature un bordereau de prix, un détail estimatif et/ou la décomposition du montant global) établi (s) conformément aux modèles figurant au dossier de consultation ;
- M'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établis moi-même, lesquels font ressortir :

Minimum :

- Montant annuel hors T.V.A. : (en chiffres et en lettres) ;
- Taux de la T.V.A. : **20%** ;
- Montant de la T.V.A. : (en chiffres et en lettres) ;
- Montant annuel T.V.A. comprise : (en chiffres et en lettres).

Maximum :

- Montant annuel hors T.V.A. : (en chiffres et en lettres) ;
- Taux de la T.V.A. : **20%** ;
- Montant de la T.V.A. : (en chiffres et en lettres) ;
- Montant annuel T.V.A. comprise : (en chiffres et en lettres).

L'Office National des Aéroports se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte (à la trésorerie générale, bancaire, ou postal) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à (localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro

Fait à.....le.....
(Signature et cachet du concurrent)

- 1) Lorsqu'il s'agit d'un groupement, ses membres doivent :
 - a) Mettre : «Nous, soussignés..... nous obligeons conjointement/ou solidairement (choisir la mention adéquate et ajouter au reste de l'acte d'engagement les rectifications grammaticales correspondantes) ;
 - b) Ajouter l'alinéa suivant : « désignons..... (prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement ».
 - c) **Préciser la ou les parties** des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à réaliser **pour le groupement conjoint** et éventuellement pour le groupement solidaire (optionnelle).
- 2) Pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence des documents équivalents et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine, la référence à la déclaration délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.
- 3) Ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à cette obligation.

() La raison sociale doit être identique à celle figurant sur les statuts de la société**

ANNEXE III : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)**AO N° : 116-24-AOO****Objet : Mise à disposition et Infogérance d'une plateforme Cloud souverain pour l'ONDA**

N° Prix	Désignation des prestations	UDM	Quantité Min (1)	Quantité Max (2)	Prix Unitaire Annuel Hors TVA en chiffres (*) (3)	Prix Total annuel Minimum Hors TVA en chiffres (4)=(1)x(3)	Prix Total annuel Maximum Hors TVA en chiffres (5)=(2)x(3)
1	Mise à disposition et infogérance complète d'un service Cloud Edge et ses services connexes capables de fournir une capacité unitaire de - 96 vCPU / 250 Go RAM et 25 To de Stockage (U=serveur)	U	6	12			
TOTAL ANNUEL HORS TVA (A)							
TVA 20% (B)							
TOTAL ANNUEL TVA COMPRISE (A+B)							

(*) Le concurrent doit préciser le libellé de la monnaie conformément au règlement de la consultation.

ANNEXE IV : Tableau des documents complémentaires**AO N° : 116-24-AOO**

Exigence	Documents à fournir par le concurrent
Capacités du Prestataire	
Les services IaaS et PaaS doivent être hébergés au niveau de deux datacenters Tier III, une Certification Tier III Constructed Facility ou supérieure selon les dispositions de l'Uptime Institute	Copies des certificats
Le prestataire doit avoir au moins 3 années d'exercice en production au Maroc sur l'activité IaaS et Cloud, à justifier avec des attestations client	Copies des Attestations ou références clients
Le prestataire doit avoir dans son équipe datacenter au moins 3 ressources certifiées sur les technologies IaaS et Cloud Les certifications doivent couvrir (la/les) technologies suivantes : - AWS - OCI - AZURE - GCP	Copies des certifications des ressources
- Le Prestataire doit disposer des certifications de sécurité relative à l'hébergement de données sensibles. Il doit fournir au minimum (PCI DSS, ISO 27001) qui couvre l'activité d'hébergement et chacun des datacenters qu'il propose d'utiliser	Copies des certifications
Le prestataire doit être partenaire avec le/les cloud providers qu'il propose d'utiliser dans son offre.	Documentation sur le niveau de partenariat
Datacenters hébergement	Description détaillée des datacenters
Prestations de service associées à l'IaaS et PaaS	Description détaillée des prestations et services associés
Le prestataire doit proposer une supervision et un support 24h/24h, 7j/7j pour assurer l'administration du cloud;	- Brochure et documents technique
Le prestataire doit garantir la haute disponibilité locale de ses infrastructures et la tolérance aux pannes	
Le prestataire doit garantir que 100% des ressources réservées pour le client sont disponibles même en cas de panne d'un équipement	
Le prestataire doit pouvoir proposer en option les services de Backup as a Service	

Le prestataire doit pouvoir proposer en option les services de DR as a Service comprenant la réplication des workloads du client sur un second datacenter et la capacité à basculer sur ce second datacenter en cas de besoin	
Réseaux de télécommunications	Description détaillée de la partie Réseau et télécommunications
Le Datacenter doit être connecté aux backbones des trois opérateurs télécoms (IAM, ORANGE et INWI), dont au moins deux backbones via deux boucles locales différentes vers deux POP différents (2A2P)	
Le Prestataire dispose du statut FAI auprès de l'ANRT	
Disposer d'un raccordement fibre entre les 2 datacenters avec une latence réseau < 2ms	
Le prestataire doit pouvoir proposer un déploiement hybride mélangeant des infrastructures physiques du client avec des infrastructures virtualisées avec en option une connexion locale de type crossconnect	Description détaillée de la supervision et monitoring
Supervision et Monitoring	
Le prestataire devra assurer une équipe dédiée à la supervision de l'environnement hébergeant l'infrastructure de production et de secours du client avec une présence 24/24h 7/7j	
L'accès en temps réel au système de monitoring aux personnes accrédités par le client	
L'accès à l'historique des informations de monitoring.	Description détaillée des services de sécurité
Services de sécurité	
Le cloud du soumissionnaire doit faire l'objet d'audit de sécurité et être certifié ISO 27001 et PCIDSS	
Le résultat du dernier scan de vulnérabilité et du dernier test d'intrusion sur le périmètre IaaS doit être présenté par le soumissionnaire. Il doit dater de mois de 6 mois et ne doit présenter aucune vulnérabilité de criticité CVSS > 8	
Le Prestataire doit proposer différents services de sécurité au client permettant d'améliorer le niveau de sécurité (WAF, Antiddos, firewall UTM, antivirus, ...).	Document détaillant les services de la solution proposée
Le Prestataire doit proposer un service de SOC	
Cloud Edge	
Le cloud Edge doit être une solution basée sur l'un des principaux cloud providers du marché (AWS, Google, Azure, Oracle)	
La solution Cloud Edge doit être une solution packagée Hardware + Software intégrée	
La solution cloud Edge doit permettre l'extension et l'interconnexion de manière native avec les services public cloud du cloud provider	
La solution cloud Edge doit proposer au minimum les services suivants hébergés localement au Maroc :	
- Compute : Création de VM standard avec différents sizing possible	
- Compute : Execution de workloads kubernetes	

- Stockage : Stockage local type filesystem - Stockage objet	
La solution cloud Edge doit proposer une connectivité réseau fiable et sécurisée pour permettre la communication avec les workloads client classiques hébergés au niveau de ses datacenter	

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS



CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Appel d'offres ouvert N° 116-24-AOO

**Mise à disposition et Infogérance d'une plateforme
Cloud souverain pour l'ONDA**

TABLE DES MATIERES

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES	4
CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES	4
ARTICLE 01 : OBJET DU MARCHÉ	4
ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU MARCHÉ	4
ARTICLE 03 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	4
ARTICLE 04 : CONNAISSANCE DU DOSSIER	4
ARTICLE 05 : RÉFÉRENCES AUX TEXTES GÉNÉRAUX	4
ARTICLE 06 : DOMICILE DU TITULAIRE	5
ARTICLE 07 : NANTISSEMENT	5
ARTICLE 08 : RESILIATION	5
ARTICLE 09 : ENTRÉE EN VIGUEUR ET APPROBATION	5
ARTICLE 10 : CAS DE FORCE MAJEURE	5
ARTICLE 11 : RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS	6
ARTICLE 12 : DROIT APPLICABLE	6
ARTICLE 13 : FORMALITÉ D'ENREGISTREMENT	6
ARTICLE 14 : DROITS ET TAXES	6
CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES	7
ARTICLE 15 : MAÎTRE D'ŒUVRE	7
ARTICLE 16 : DÉLAI DE MISE EN SERVICE ET DURÉE DU MARCHÉ	7
ARTICLE 17 : PÉNALITÉS POUR RETARD	7
ARTICLE 18 : CAUTIONNEMENT DÉFINITIF – RETENUE DE GARANTIE	7
ARTICLE 19 : DÉLAI DE GARANTIE	7
ARTICLE 20 : RÉCEPTION DES PRESTATIONS	8
ARTICLE 21 : NATURE DES PRESTATIONS ET RÉVISION DES PRIX	8
ARTICLE 22 : MODE DE PAIEMENT	8
ARTICLE 23 : BREVETS	8
ARTICLE 24 : NORMES	8
ARTICLE 25 : DESCRIPTION DU PROJET	8
ARTICLE 26 : QUALITÉ DE SERVICE	16
ARTICLE 27 : RÉVERSIBILITÉ	16
ARTICLE 28 : AUDIT	16
ARTICLE 29 : PLAN D'ASSURANCE DE SÉCURITÉ	16
ARTICLE 30 : RESPECT DES RÈGLES DE LOI 05-20 RELATIVE À LA CYBERSECURITÉ	16
ARTICLE 31 : DÉFINITION DES PRIX	16

ENTRE :

L'OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS, désigné ci-après, par le sigle « O.N.D.A », représenté par sa Directrice Générale, faisant élection de domicile à l'Aéroport Casablanca Mohammed V - Nouaceur.

D'une part

ET :

(Titulaire)

Faisant élection de domicile à

Inscrite au Registre de Commerce de

sous le n°

Affiliée à la CNSS sous le n°

Représentée par _____ en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés,

D'autre part,

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES

ARTICLE 01 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet : **Mise à disposition et Infogérance d'une plateforme Cloud souverain pour l'ONDA**, tel que décrits dans les clauses techniques du présent Cahier des Prescriptions Spéciales.

ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU MARCHÉ

Le présent marché est passé en application des dispositions de **l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et de l'alinéa 3, paragraphe 3 de l'article 17** du règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports en vigueur.

ARTICLE 03 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du présent marché sont :

- 1) L'acte d'engagement ;
- 2) Le présent cahier des prescriptions spéciales (CPS) ;
- 3) Les pièces constitutives de l'offre technique ;
- 4) Le Bordereau Des Prix – Détail Estimatif (BDP-DE) ;
- 5) Le C.C.A.G.EMO.

ARTICLE 04 : CONNAISSANCE DU DOSSIER

Les spécifications et les prescriptions techniques relatives aux prestations à réaliser sont contenues dans le présent marché, l'entrepreneur déclare :

- Avoir pris pleine connaissance de l'ensemble des prestations ;
- Avoir fait préciser tous points susceptibles de contestations ;
- Avoir fait tous calculs et sous détails ;
- N'avoir rien laissé au hasard pour déterminer le prix de chaque nature de prestations présentées par elle et pouvant donner lieu à discussion.
- Avoir apprécié toutes les difficultés qui pourraient se présenter lors de l'exécution des prestations objet du marché et pour lesquelles aucune réclamation ne sera prise en considération.

ARTICLE 05 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX

Le présent marché est soumis aux prescriptions relatives aux marchés publics notamment celles définies par :

- Le règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports approuvé le 09 Juillet 2014 et la décision de son amendement réf 01/RM/2015 du 02 avril 2015 ;
- Le décret N° 2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (04 juin 2002) approuvant le cahier des clauses administratives générales, applicables aux marchés d'études et de maîtrises d'œuvres (C.C.A.G. EMO) exécutés pour le compte de l'Etat ;
- L'arrêté n°1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics.

- Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi et les salaires de la main d'œuvre ;
- Les lois et règlements en vigueur au Maroc à la date de la signature du présent marché.

Bien que non jointes au présent CPS, le titulaire est réputé connaître tous textes ou documents techniques applicables au présent marché. Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de toute la réglementation intéressant les prestations en question.

ARTICLE 06 : DOMICILE DU TITULAIRE

Le titulaire doit élire son domicile dans les conditions fixées par l'article 17 du C.C.A.G. EMO.

ARTICLE 07 : NANTISSEMENT

En cas de nantissement, les dispositions applicables sont celles prévues par la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le Dahir n°1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015).

En vue de l'établissement de l'acte de nantissement, l'ONDA remet au titulaire du marché, sur demande et sans frais, une copie du marché portant la mention « EXEMPLAIRE UNIQUE » dûment signée et indiquant que ladite copie est délivrée en unique exemplaire destiné à former titre pour le nantissement du marché, et ce conformément aux dispositions de l'article 4 de la loi n°112-13 susmentionnée.

Le responsable habilité à fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire du nantissement ou de subrogation les renseignements et les états prévus à l'article 8 de la loi n° 112-13 est le Directeur ou la Directrice Général(e) de l'ONDA.

Le Directeur ou la Directrice Général(e) de l'ONDA ou toute autre personne désignée par lui/elle sont seul(e)s habilité(e)s à effectuer les paiements au nom de l'ONDA entre les mains du bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 08 : RESILIATION

Dans le cas où le titulaire aurait une activité insuffisante ou en cas de la non-exécution des clauses du présent CPS, l'Office National Des Aéroports le mettrait en demeure de satisfaire à ses obligations, si la cause qui a provoqué la mise en demeure subsiste, le marché pourra être résilié sans aucune indemnité sous peine d'appliquer les mesures coercitives prévues par l'article 52 du C.C.A.G. EMO.

L'ONDA se réserve le droit de résilier le marché dans le cas de modifications importantes ne pouvant être prises en charge dans le cadre du présent marché conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 09 : ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION

L'entrée en vigueur, du présent marché interviendra après son approbation par l'autorité compétente et la notification au titulaire.

ARTICLE 10 : CAS DE FORCE MAJEURE

En cas de survenance d'un événement de force majeure, telle que définie par les articles 268 et 269 du dahir du 9 ramadan 1331 (12 août 1913) formant code des obligations et contrats, les dispositions applicables sont celles définies par l'article 32 du C.C.A.G. EMO.

ARTICLE 11 : REGLEMENT DES DIFFERENDS

Tout litige entre l'Office National Des Aéroports et le prestataire sera soumis aux tribunaux compétents de Casablanca « MAROC ».

ARTICLE 12 : DROIT APPLICABLE

Le marché sera interprété conformément au droit Marocain.

ARTICLE 13 : FORMALITE D'ENREGISTREMENT

Le titulaire s'engage à présenter le présent marché à la formalité d'enregistrement dans un délai de **30 jours** à compter de la date de la notification de son approbation conformément à la réglementation en vigueur. L'original du marché enregistré sera conservé par l'Office National Des Aéroports.

ARTICLE 14 : DROITS ET TAXES

Les prestations réalisées pour le compte de l'ONDA par une entreprise non résidente sont soumises :

- ❖ à l'impôt sur les sociétés au **taux de 10%** sur le prix de ces prestations. Cet impôt est prélevé sous forme de retenue à la source. Une copie de l'attestation du versement de cet impôt sera remise au titulaire du marché. Pour les entreprises originaires de pays ayant signés avec le Maroc une convention destinée à éviter les doubles impositions, la retenue à la source est déductible des impôts dus dans leur pays d'origine.
- ❖ à la taxe sur la valeur ajoutée au **taux de 20%** sur le prix de ces prestations.

CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES

ARTICLE 15 : MAITRE D'ŒUVRE

Le maître d'œuvre du présent marché est **Direction des Systèmes d'Information**.

ARTICLE 16 : DELAI DE MISE EN SERVICE ET DUREE DU MARCHÉ

Le présent marché est valable pour une durée **d'une (01) année** à compter de la date de l'ordre de service prescrivant le commencement des prestations, **renouvelable** d'année en année par tacite reconduction pour **une durée maximale de cinq (05) années**, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties par lettre avec avis de réception **trois (03) mois** au moins avant la fin de l'année en cours (date d'anniversaire).

Les prestations objet du marché seront exécutées au fur et à mesure des besoins exprimés, moyennant des appels de commande, dûment signées par la Directrice Générale ou son délégataire, qui seront adressés au titulaire par le maître d'ouvrage.

Pour chaque année, le maître d'ouvrage notifiera au titulaire, le nombre de serveurs à prendre en charge sur la base des prix indiqués au niveau du bordereau des prix-détail estimatif.

ARTICLE 17 : PENALITES POUR RETARD

A défaut par le titulaire d'avoir terminé les prestations définies par le présent marché ou d'avoir respecté tout planning ou délai prévu par ce marché, il lui sera appliqué sans préjudice de l'application des mesures prévues à l'article 42 du CCAG EMO, une pénalité de **cinq pour mille (5‰)** du montant initial, du marché éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus, par jour de retard.

La pénalité est plafonnée à **dix pour Cent (10 %)** du montant initial du marché, éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus ; au-delà de ce plafond, l'O.N.D.A. se réserve le droit de procéder à la résiliation du marché sans préjudice des mesures coercitives prévues par l'article 52 du CCAG EMO.

Les sommes concernant les pénalités seront déduites des décomptes de l'entrepreneur sans qu'il ne soit nécessaire d'une mise en demeure préalable.

ARTICLE 18 : CAUTIONNEMENT DEFINITIF – RETENUE DE GARANTIE

a) **Cautionnement** : Le cautionnement définitif est fixé à **Trois pour cent (3 %)** du montant initial du marché conformément aux dispositions de l'article 12 du C.C.A.G. EMO.

b) **Retenue de garantie** : Par dérogation aux dispositions l'article 40 du C.C.A.G.EMO, aucune retenue de garantie ne sera opérée au titre du présent marché.

Toutes les cautions présentées sous forme de cautions personnelles et solidaires doivent contenir la mention « à première demande de l'ONDA » et être émises par un organisme marocain agréé.

ARTICLE 19 : DELAI DE GARANTIE

Par dérogation aux dispositions de l'article 48 du C.C.A.G. EMO et compte tenu de la nature des prestations, aucun délai de garantie n'est prévu.

ARTICLE 20 : RECEPTION DES PRESTATIONS

Les réceptions seront prononcées **trimestriellement** par les personnes habilitées de l'ONDA et seront sanctionnées par l'établissement d'attestations de service fait.

Compte tenu de la nature des prestations, la réception définitive sera prononcée au terme de l'exécution des prestations du présent marché, conformément aux dispositions de l'article 49 du CCAG-EMO.

ARTICLE 21 : NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX

Le présent marché porte sur une prestation de **service** dont les prix applicables sont fermes et non révisables.

ARTICLE 22 : MODE DE PAIEMENT

L'ONDA se libérera des sommes dues en exécution du présent marché en faisant donner crédit au compte ouvert au nom du prestataire indiqué sur l'acte d'engagement.

Le paiement des sommes dues est effectué, dans un délai maximum de **quatre-vingt-dix (90) jours** à compter de la date de réception des prestations demandées et sur présentation de factures en cinq exemplaires.

Les réceptions et les facturations seront effectuées trimestriellement à terme échu.

Dispositions relatives à la facturation :

- Les factures doivent être émises au plus tard le dernier jour du mois de la réalisation des prestations objet du présent marché.
- Les factures doivent se conformer aux dispositions réglementaires notamment les articles 145 alinéa III et 146 du Code Général des Impôts Marocain en vigueur.
- Les factures doivent porter les dates de leur établissement.

En cas de remise tardive de la facture générant ainsi une sanction pécuniaire, au profit du Trésor, à l'encontre de l'ONDA, le montant de ladite sanction pécuniaire sera déduit, le cas échéant, à l'identique des sommes dues au prestataire.

ARTICLE 23 : BREVETS

Le prestataire garantira le maître d'ouvrage contre toute réclamation de la tierce relative à la contrefaçon ou à l'exploitation non autorisée d'une marque commerciale ou de droit de création industrielle résultant de l'emploi des fournitures ou d'un de leurs éléments.

ARTICLE 24 : NORMES

Les fournitures éventuellement livrées en exécution du présent marché doivent être conformes aux normes Marocaines ou autres normes applicables au Maroc en vertu d'accords internationaux fixées aux prescriptions et spécifications techniques du présent marché ou à des normes internationales en cas d'absence desdites normes.

ARTICLE 25 : DESCRIPTION DU PROJET**I. Objectif du projet**

Cette prestation vise à faire évoluer l'Infrastructure IT de l'ONDA pour intégrer des nouvelles briques basées sur les technologies cloud native.

En particulier, les fonctionnalités attendues sont :

- Développement d'applications modernes basées sur les architectures microservices et déployées en mode containerisées dans un cluster kubernetes ;
- Partage des interfaces avec les partenaires à travers une approche API Gateway et opendata

L'ONDA souhaite à travers ce projet disposer d'une plateforme hébergée et infogérée en mode SaaS, PaaS, IaaS auprès d'un prestataire de service expert dans le domaine.

II. Consistance du projet

La plateforme cloud Edge devra pouvoir être séparée en plusieurs environnements isolés afin de répondre aux différents cas d'usage :

- Utilisation par les équipes DEV pour le développement de nouveaux services ;
- Qualification / test d'intégration avec le SI existant et les partenaires ;
- Déploiement des nouveaux services en production ;
- Déploiement du Site Web ;
- Publication et exposition des services ONDA sur Internet ;

Elle devra également être raccordée d'un point de vue réseau au SI existant.

De manière à respecter les contraintes de territorialité des données, la plateforme cloud edge devra être hébergée sur le territoire National. Le datacenter d'hébergement doit offrir un haut niveau de résilience et garantir la disponibilité et la performance des système développés sur le cloud edge.

La plateforme cloud edge doit être sauvegardée localement avec une politique de sauvegarde et de rétention de données qui seront validées avec l'ONDA.

La plateforme doit permettre la possibilité d'isoler dans un réseau séparé certaines ressources qui seront identifiées par l'ONDA pour quelles soit utilisées / administrées par des partenaires ayant des contrats de support / Maintenance sur des solutions déployées en CLOUD.

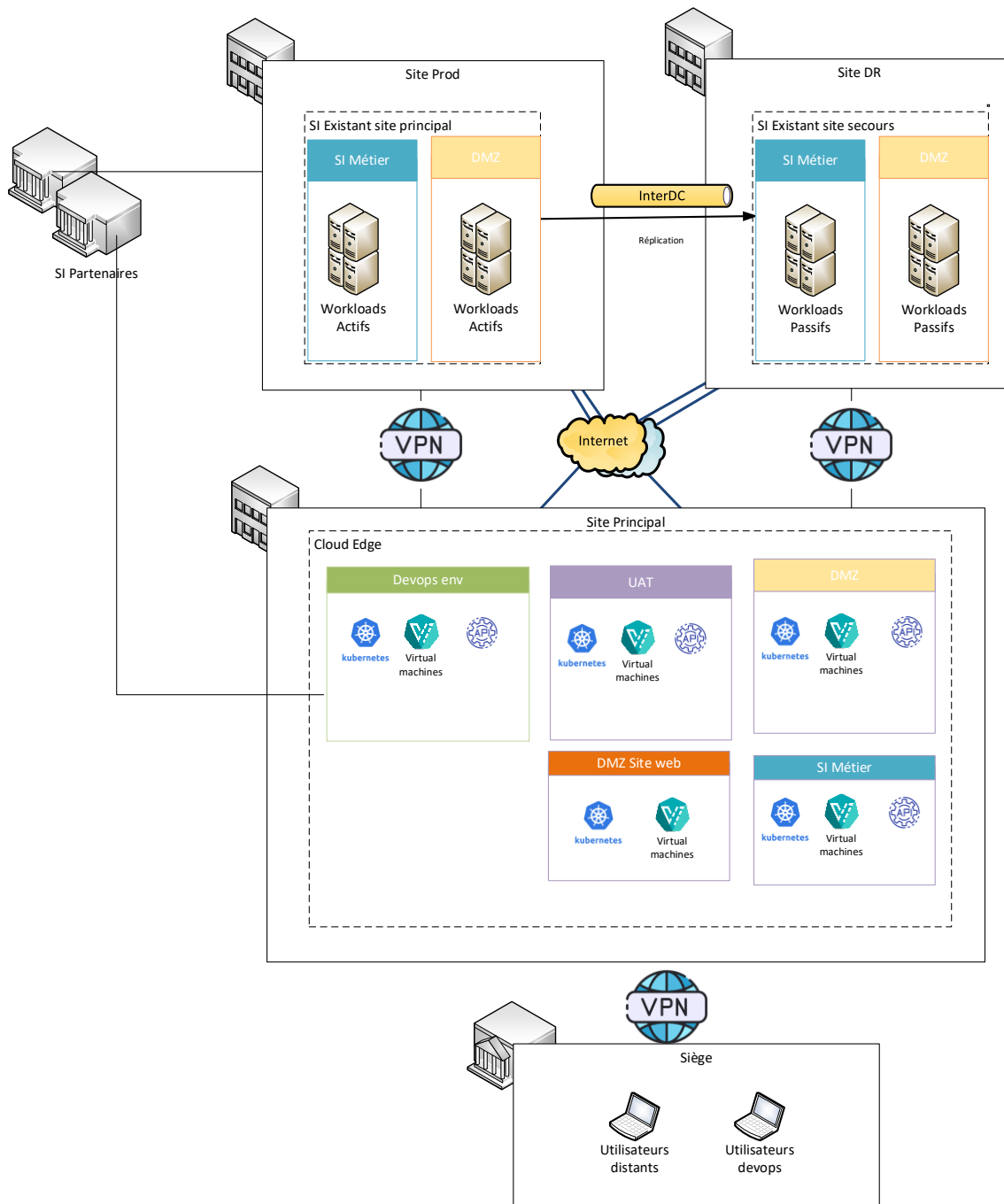
III. Prestations attendues

Le projet concerne les prestations suivantes :

- Mise à disposition et infogérance d'une plateforme cloud edge hébergé sur un datacenter Marocain en mode SaaS, PaaS, IaaS et services associés ;
- Fourniture et infogérance des solutions de sécurité WAF, antiddos et Firewall UTM
- Fourniture de la connectivité réseau avec les infrastructures IT de l'ONDA
- Fourniture de la connectivité internet dédiée pour la plateforme cloud edge
- Fourniture d'une plateforme de l'API management

IV. Architecture cible

Le schéma ci-dessous présente l'architecture attendue pour répondre aux besoins de cette prestation :



V. Exigences techniques

A. Exigences matérielles

- Le prestataire est appelé à fournir une plateforme Edge Cloud hébergée sur son datacenter et infogérée par ses soins.
- L'éditeur de la solution doit être un des cloud providers leader dans le dernier rapport Gartner (AWS, Azure, GCP ou Oracle)
- La solution doit être une solution hardware et software spécifique packagé par le cloud provider.
- Le dimensionnement retenu est détaillé ci-dessous :
 - o 1 Rack comprenant

- Les serveurs computes extensibles de 6 à 12 Nœuds pour fournir la capacité de calcul pour l'exécution des workloads VM et kubernetes.
- Chaque nœud peut contenir jusqu'à 96 vCPU, 250 Go RAM et 25 To de Stockage partagé entre block, file et object storage
- Les serveurs storage pour le stockage des données extensible jusqu'à 20 enclosure
- Equipements de connectivité réseau (Switchs ToR, VPN...)
- Equipement de sécurité (FW, WAF, IPS..)

B. Exigence cloud edge

La plateforme cloud edge doit fournir au minimum les fonctionnalités suivantes :

- La plateforme cloud edge est administrable à travers les outils et console d'administration standard du cloud provider
- La plateforme cloud edge offre un sous-ensemble des fonctionnalités du public cloud. Les fonctionnalités minimums attendues sont :
 - Compute : Virtual Machines avec plusieurs modèles et dimensionnement de machines virtuelles
 - Compute : Kubernetes cluster services
 - Networking :
 - Sécurité (Private network, firewall, WAF, IPS...)
 - Connectivité locale : Possibilité de connecter directement les environnements cloud avec les équipements physiques du client au sein du datacenter d'hébergement
 - Connectivité cloud : Possibilité d'étendre le réseau cloud edge vers le cloud public du client
 - La plateforme doit inclure un service de LoadBalancing applicatif
 - La plateforme doit inclure un system de Networking complet (Virtual Network, Subnet, Vlan, ACL,)
 - Storage :
 - Bloc storage
 - Object storage
 - File storage
 - Database as a Service
 - PostgreSQL
 - Oracle Database
 - Déploiement automation
 - Software Defined Network : Possibilité de configurer le réseau de manière automatisée
 - Container automation : Possibilité d'automatiser le déploiement, le redimensionnement et la gestion des containers à travers kubernetes
 - Teraform : Possibilité de déployer des infrastructures à travers teraform
 - Extension :
 - La plateforme doit permettre une Scalabilité horizontale et verticale

- La plateforme doit permettre des extensions en serveurs Compute et en Stockage d'une manière séparé.
- La plateforme doit offrir au moins deux niveaux de performance pour le stockage (Standard et Haute Performance)
- Hybrid Cloud :
 - La plateforme doit être interconnectée à une Région Cloud (Hybrid Cloud)
 - La souscription fournit doit permettre d'utiliser les services de la plateforme plus tous les services du cloud sans aucune restriction.
 - Le prestataire doit spécifier les régions et les services disponibles.
 - La plateforme doit être administrable via console Web, Ligne de commande, APIs et compatible avec des déploiements en Terraform.
 - Pour une meilleure intégration, la plateforme doit offrir plusieurs SDK (.Net, Java, Python, ...)
 - La plateforme doit permettre un suivi de la consommation des VMs très granulaire.
- Sécurité
 - La plateforme doit être accessible à travers une connexion réseau sécurisée pour les utilisateurs interne de l'ONDA depuis le siège. Elle devra également être accessible à travers un VPN Client2Site ou Site2Site (ex : intégrateurs, entités partenaires, ...)
 - La sécurité devra être assurée par trois couches de protection
 - Service cloud WAF, Antiddos
 - Firewall physique permettant le filtrage des flux entre les différentes zone réseau et la terminaison VPN
 - Firewall logique de la solution le cloud edge permettant d'assurer la micro-segmentation entre les services
 - Le déploiement doit pouvoir se faire vers différents environnements (Exemple : test, UAT, Préprod, Prod) et vers différentes zones réseau (sites web en DMZ, application backend, ...)

Le soumissionnaire doit compléter le tableau de conformité en ANNEXE V sur les fonctionnalités cloud edge.

C. Exigence haute disponibilité et sauvegarde

Haute disponibilité

- La plateforme cloud edge doit être hautement disponible et assurer la tolérance aux pannes.
- Les performances doivent rester inchangées même en cas de panne d'un équipement.

Sauvegarde

- Le prestataire devra mettre en place une solution de sauvegarde de l'environnement du client.
- La politique de sauvegarde sera validée avec le client durant la phase de mise en œuvre
- Le service de sauvegarde doit être proposé en mode service managé (backup as a service).
- Le prestataire est responsable des activités suivantes :
 - Assistance de l'ONDA dans l'élaboration du plan de sauvegarde
 - Mise en place et configuration de la sauvegarde
 - Supervision de la sauvegarde
 - Assistance lors des tests de restauration
 - Traitement des demandes et incidents

Le soumissionnaire doit compléter le tableau de conformité en ANNEXE V sur le volet sauvegarde.

VI. Fourniture et infogérance de sécurité WAF antiddos et Firewall UTM

- Le prestataire doit mettre à disposition du client des solutions de sécurité afin de protéger les accès à la plateforme cloud edge contre les différents types de menaces réseau.
- Le prestataire est tenu de décrire les dispositifs techniques proposés pour garantir un haut niveau de sécurité interne du site d'hébergement, des réseaux, des serveurs, des données et de tout équipement (cloisonnement entre système, la détection et le contrôle des activités illicites tels que : tentative d'intrusion, propagation virale, déni de services ...).
- Il doit préciser les moyens de supervision et de traçabilité qu'il propose pour permettre d'assurer le niveau de sécurité souhaité par le client.
- L'architecture cible à proposer doit disposer à minima :
 - D'une solution de type WAF pour la sécurité des applications publiées ;
 - D'une protection réseau redondante de type UTM de dernière génération (Firewall, Antivirus, Antispam, IDS activés) avec une segmentation de zone DMZ.
- Ces UTM doivent assurer le filtrage entre la plateforme et le réseau Internet ;
- Le concurrent est tenu :
 - De faire la synthèse régulière de l'activité de sécurité avec un reporting mensuel ;
 - D'informer l'équipe informatique en cas de détection d'attaques.
- N.B : le prestataire doit présenter dans son offre technique, le descriptif des outils de sécurité proposés et les preuves justifiant leurs conformités avec les exigences de sécurité.
-

Service WAF et ANTIDDOS et DNS public

Cette solution doit couvrir au minimum les fonctionnalités suivantes :

- DNS et DNSSEC
- AntiDDOS DNS
- AntiDDOS couche 7 et protection WAF des services web exposés (OWA, ...)
- Reporting et analyse du trafic
- Protection sécurité avancée
- CDN - Total Data Transfer
- Advanced Certificates Manager - Domains
- CDN - Requests
- Advanced DDoS
- Managed DNS - DNS queries
- WAF
- Application Security Core
- Application Security Core -MM Requests

VII. Fourniture de la connectivité réseau avec les infrastructures de production et PSI de l'ONDA ainsi que la connectivité avec le Siège de l'ONDA

Le prestataire est appelé à fournir à l'ONDA une connexion hautement sécurisée avec le SI existant répondant aux exigences ci-dessous :

- Bande passante : 1 Gbps
- Transfert mensuel : illimité
- La liaison doit être doublée en 2A2P.
- Possibilité de propager les VLAN entre les infrastructures cloud edge et les infrastructures du client final

Le prestataire est appelé à fournir une connexion hautement sécurisée entre le site d'hébergement du EDGE Cloud et le siège de l'ONDA répondant aux exigences ci-dessous :

- Bande passante : 1 Gbps
- Transfert mensuel : illimité
- La liaison doit être doublée en 2A2P.

VIII. Fourniture de la connectivité internet dédiée pour la plateforme cloud edge

Le prestataire est appelé à fournir à l'ONDA une connexion internet répondant aux exigences ci-dessous :

- Bande passante : 20 Mbps
- Transfert mensuel : illimité
- La liaison doit être redondée sur 2 opérateurs (multihomed). La bascule entre les deux opérateurs doit être transparente et ne pas nécessiter de changement d'adresse IP.

- Protection firewall UTM incluse

IX. Prestation de l'infogérance

La prestation d'infogérance concerne à la fois l'infogérance de l'hébergement du cloud edge et des solutions connexes.

A. Sécurité/Supervision/SOC :

- Infogérance des règles pare-feu NGFW et équipements réseau et sécurité
- La gestion des accès d'administration de l'infrastructure via les mécanismes suivants :
 - Des accès distants sécurisés via des tunnels VPN
 - L'utilisation de l'authentification forte (MFA) pour les accès distants
 - Traçabilité des accès via une solution de gestion des accès à haut privilège (PAM)
 - Journalisation des accès
- Intégration de l'infrastructure d'hébergement avec la solution SIEM du SOC du prestataire
- Supervision/SOC :
 - La surveillance de l'infrastructure par l'équipe SOC.
 - La gestion et la réponse aux incidents de sécurité.
 - Veille de vulnérabilités.
 - Génération d'une fiche de sécurité à chaud en cas d'alerte.
 - Reporting mensuel des incidents de sécurité et des mesures prises.
 - Coordination avec les équipes de sécurité du client.

B. Infogérance cloud :

- La gestion et le maintien des mesures de sécurité de l'infrastructure d'hébergement
- Mise à disposition d'une solution de ticketing pour la gestion des demandes d'assistance et des incidents. (Provisioning de l'infrastructure VM et Cluster Kubernetes et administration système et Base de données)
- Accès à un portail client pour la consultation des tickets et le suivi de leur résolution.
- Gestion des sauvegardes et de la restauration de l'application en cas de sinistre
- Le déploiement des correctifs et des mises à jour du système d'exploitation hébergeant l'application
- La supervision de l'état de disponibilité et de performance de l'application et l'infrastructure d'hébergement
- Reporting mensuel remontant les indicateurs de sécurité de l'application

X. Fourniture d'une Solution de Gestion des API par le Prestataire pour l'ONDA

Le prestataire est appelé à fournir à l'ONDA une solution de gestion des API, comme Apigee ou équivalent, incluant :

- Une gestion centralisée des API avec une interface utilisateur intuitive.
- Des capacités d'analyse avancées pour surveiller les tendances d'utilisation et la performance des API.
- Des fonctionnalités robustes pour la sécurité des API, incluant le contrôle d'accès et des mécanismes de défense contre les menaces.
- Support pour une variété de modèles de données et environnements de développement, facilitant l'intégration avec les systèmes existants de l'ONDA.
- Des outils pour le développement, le test, et le déploiement rapide et sûr des API, améliorant l'efficacité opérationnelle.

ARTICLE 26 : QUALITE DE SERVICE

Le prestataire s'engage à apporter tout le soin et la diligence nécessaires à la fourniture d'un service de qualité conformément aux usages de la profession et à l'état de l'art. Il ne répond que d'une obligation de moyens.

ARTICLE 27 : REVERSIBILITE

La prestation de réversibilité a pour objet d'assurer la reprise complète **sans frais supplémentaire** de la plateforme cloud et les services connexes, hébergée et info-gérée par le prestataire.

La réversibilité interviendra au terme du présent marché et se résume dans ce qui suit :

- Le prestataire accompagnera gratuitement l'ONDA pour le déménagement et le déploiement de la présente plateforme dans le DATACENTER ONDA ou d'autre prestataire.

ARTICLE 28 : AUDIT

Conformément à cette clause le maître d'ouvrage dispose de la possibilité de faire procéder à des audits périodiques sur les conditions d'exécution du présent marché ou sur d'autres aspects techniques. Lesdits audits techniques peuvent porter sur l'infogérance du cloud et les services connexes dans le Datacenter du prestataire et l'audit de sécurité.

Dans ce cadre, le prestataire doit collaborer avec l'ONDA et son sous-traitant pour offrir les conditions et les éléments adéquats à l'exercice de ces prestations.

ARTICLE 29 : PLAN D'ASSURANCE DE SECURITE

Le prestataire fournira un plan d'assurance de sécurité, ce document définit en particulier l'organisation qui sera mise en place, la méthodologie à suivre pour gérer la sécurité du projet et les mesures techniques, organisationnelles et procédurales qui seront mises en œuvre dans les phases de mise à disposition, d'exploitation et de réversibilité ou fin de contrat.

ARTICLE 30 : RESPECT DES REGLES DE LOI 05-20 RELATIVE A LA CYBERSECURITE

L'ONDA exige de respecter les règles de Loi 05-20 relative à la cyber sécurité y compris la conformité par rapport à la Directive Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information.

ARTICLE 31 : DEFINITION DES PRIX

Les prix sont définis conformément aux dispositions de l'article 34 du C.C.A.G.EMO.

PRIX 1 : Mise à disposition et infogérance complète d'un service Cloud Edge et ses services connexes capables de fournir une capacité unitaire de -96 vCPU / 250 Go RAM et 150 To de Stockage

Tel que décrit dans l'article « DESCRIPTION DU PROJET » du CPS.

Prix payé trimestriellement, par serveur, selon la quantité commandée au prix n°1 du Bordereau des prix-détail estimatif.

Appel d'offres ouvert N° 116-24-AOO

Mise à disposition et Infogérance d'une plateforme Cloud souverain pour l'ONDA

<p>Direction concernée</p> <p><i>Mr. Rachid CHAFNI</i> Chef de Département Digital Factory</p> <p><i>M. EL KARIMI Abdelhalim</i> Directeur des Systèmes d'Information</p>	<p>Direction des Achats et de la Logistique</p> <p><i>Directeur des Achats et de la Logistique</i></p> <p><i>Abdellah BOUKHLOUF</i></p>
<p>Direction Générale de l'ONDA</p> <p>13 MAI 2024</p> <p><i>La Directrice Générale</i> <i>Habiba LAÏLALECH</i></p> <p><i>Direction Générale</i></p> <p><i>المكتب الوطني للمطارات</i> <i>Direction Générale</i> <i>المكتب الوطني للمطارات</i></p>	
<p>Concurrent</p> <p>CPS lu et accepté sans réserve</p>	